



LETTRE ÉCONOMIQUE D'ALGÉRIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

D'ALGER

N° 108 – Mai & Juin 2022

Projections économiques

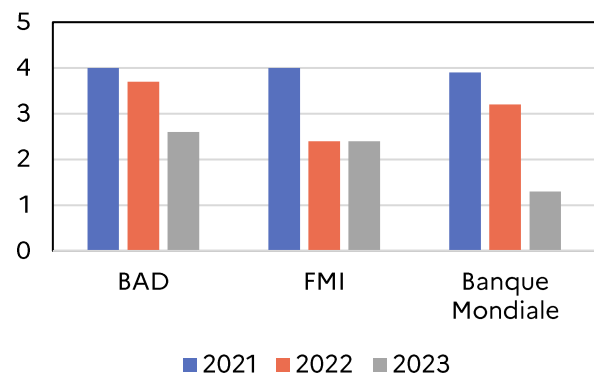
La BAD confirme l'amélioration des perspectives de croissance

Dans son rapport sur les « [Perspectives économiques en Afrique](#) » publié en mai 2022, la Banque Africaine de Développement (BAD) fait état d'une progression en 2021 du PIB réel de l'Algérie de 4 %, contre une estimation précédente de 3,4 %. La BAD corrige également sa prévision de croissance réelle pour 2022, la portant à 3,7 %, contre une estimation jusqu'à présent établie à 3,4 %. La BAD explique cette réévaluation de ses estimations / prévisions par les effets de la reprise de la demande extérieure, soutenue par le secteur des hydrocarbures.

La Banque précise que l'augmentation en volume et en valeur des exportations de pétrole, et, dans une moindre mesure, celle du secteur de la métallurgie et de la sidérurgie, conjuguées à une réduction du volume global des importations, ont contribué à l'amélioration de sa balance courante en 2021 de 5,1 points de pourcentage (7,8 %/PIB en 2021 contre -12,9 %/PIB en 2020). Par ailleurs, la BAD fait état de l'amélioration de la position externe du pays, à la faveur du versement de l'allocation de DTS du FMI (2,7 Mds USD¹).

¹ Le conseil des gouverneurs du FMI a approuvé une allocation générale de droits de tirages spéciaux (DTS) équivalente à 650 Mds USD (environ 456 milliards de DTS) le 2 août 2021, en

Projections du taux de croissance du
PIB réel (%)



La BAD anticipe un ralentissement de la croissance en 2022 et 2023, en raison d'une diminution possible de la production d'hydrocarbures. Toutefois, la dynamique de croissance demeurerait positive, ce qui conduit la Banque à tabler sur un retour à l'équilibre en 2022 de la balance courante et budgétaire à, respectivement, 0,9 %/PIB et 0,2 %/PIB.

L'inflation devrait poursuivre sa progression en raison de la hausse des prix des matières premières et du maintien d'une politique monétaire expansionniste. Les projections de la BAD, du FMI et de la Banque Mondiale convergent quant au ralentissement de la croissance en 2022. Pour 2023 en revanche, le FMI prévoit une stagnation à +2,4 % tandis que la BAD et la Banque Mondiale maintiennent l'hypothèse d'un ralentissement.

vue d'accroître les liquidités dans le monde. À ce titre, l'Algérie a bénéficié d'un versement de 2,7 Mds USD, proportionnellement à sa quote-part au FMI.

Activité économique

Au quatrième trimestre 2021, la croissance du PIB a atteint 3,1 %, soit une évolution de 3,5 % sur l'année

La publication par l'Office National des Statistiques (ONS) des « [Comptes nationaux trimestriels](#) » pour le quatrième trimestre 2021 (T4 2021), fait état d'une reprise de l'activité économique à +3,1 % par rapport au quatrième trimestre 2020 (T4 2020).

Cette hausse est principalement due au redémarrage du secteur des hydrocarbures, qui affiche une croissance de 9 % au T4 2021, tandis qu'à la même période de 2020, il reculait de 7,3 %. La croissance hors hydrocarbures s'établit à 2 % au T4 2021, contre -0,2 % au T4 2020. Les services marchands (+5,4 %), l'industrie (+5 %), le BTP (+2,2 %) sont les principaux contributeurs à la reprise hors hydrocarbures. En revanche, le recul du secteur agricole, entamé depuis le deuxième trimestre et qui s'est poursuivi au T4 2021 à -2,4 %, a contribué à une performance négative de ce secteur sur l'ensemble de l'année (-1,3 % en 2021), freinant la croissance hors hydrocarbures.

Plus précisément, la croissance du secteur industriel est surtout stimulée par les branches « eau et énergie », « mines et carrières », et « l'industrie agro-alimentaire » : Le poste « eau & énergie », qui avait stagné à +0,3 % au T4 2020, progresse ainsi de 6,6 % au T4 2021. Cette dynamique est similaire pour le poste « mines et carrières », avec une augmentation de 7,6 % au T4 2021, contre une croissance amorphe au T4 2020 (+0,2 %). L'industrie agro-alimentaire poursuit sa croissance au T4 2021 à +8,1 %, soit une nette augmentation en un an (+1,7 % au T4 2020). Sur l'année, l'industrie aura affiché en 2021 une croissance de 5,7 %, contre un recul de

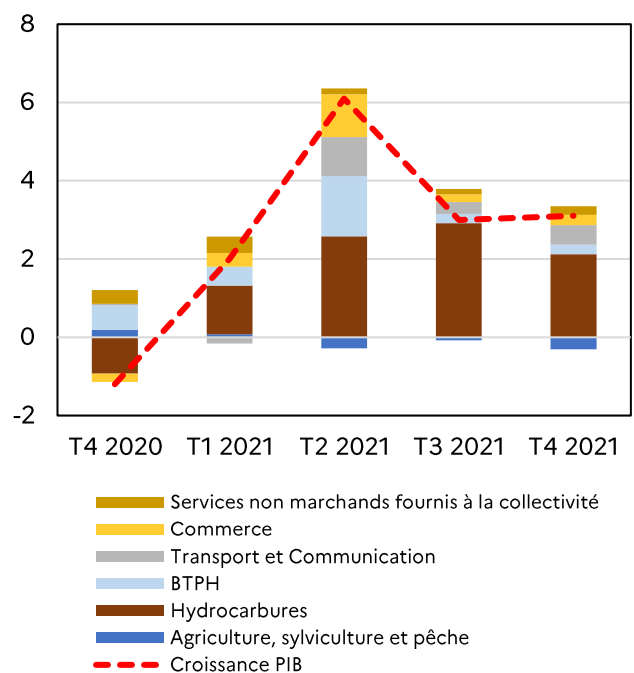
3,3 % en 2020. Les services marchands (+5,4 %) sont, quant à eux, portés par les postes « transports & communications » (+5,1 %), « commerce » (+2,6 %), et, enfin, « hôtels/cafés/restaurants » (+32,3 %).

Sur une base annuelle, l'ONS établit que la croissance aura rebondi en 2021 de 3,5 %, alors qu'elle avait reculé de 5,1 % en 2020. L'Office estime la croissance annuelle 2021 des hydrocarbures à 10,3 %, après un recul de 10,2 % en 2020. La croissance du PIB hors hydrocarbures s'établit pour sa part à 2,4 %.

L'activité en 2021 aura par ailleurs bénéficié du rebond des exportations (+13,7 % contre -11,7 % en 2020) et de la reprise de la consommation finale (+3 % contre un recul de -2,2 % en 2020). La consommation des ménages aura été plus dynamique (+3,7 % en 2021) par rapport à celle des administrations publiques (+1,2 % en 2021). Enfin, l'investissement aura aussi progressé, de 5,7 %, après une contraction de 5,2 % en 2020.

Contributions des principaux postes à la croissance du PIB, T4 2020-2021 (%)

Source : ONS



Inflation

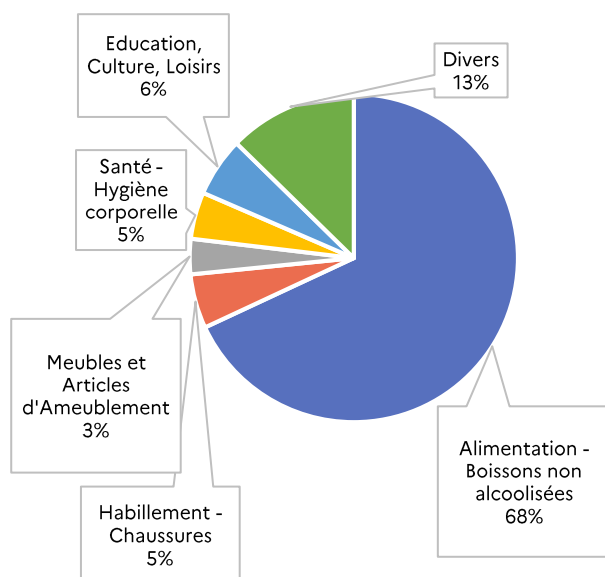
Poursuite de l'inflation en avril

Au niveau **national**, selon le dernier rapport de l'indice des prix à la consommation de l'ONS, l'inflation, en avril 2022, s'est établie à +10,9% sur entre avril 2021 et avril 2022. Cette progression s'explique principalement par la hausse des prix des biens alimentaires, de 15,7 %.

Les données pour la **ville d'Alger** sont similaires en tendance et font état d'une inflation de 10 %. Dans la capitale, la granularité des données permet de détailler l'influence des composantes: il apparaît ainsi que l'inflation continue d'être principalement tirée par la hausse des prix des biens alimentaires (+15,3 %), se décomposant en deux sous-catégories: produits agricoles (+14,7%) et produits alimentaires industriels (+16 %).

Contribution des principaux postes à l'inflation à Alger, moyenne 4 premiers mois 2022 (%)

Source : ONS



Pour rappel, les biens alimentaires représentent environ 43 % du panier de consommation moyen algérien selon une pondération du panier établie par l'ONS en 2001. L'augmentation de ce poste suit la dynamique mondiale des cours des matières premières. L'augmentation des prix des biens manufacturés (40 % du panier total de consommation) est également notable, à +6,5 % en avril. Enfin, le prix des services (17 % du panier de consommation), a progressé moins rapidement sur la période (+ 3,7 %).

Commerce extérieur

Rebond du commerce extérieur algérien en 2021

Selon l'ONS, les prix à l'exportation et à l'importation des marchandises, libellés en dinars, sont en hausse généralisée, en 2021.

En 2021, les exportations ont progressé en valeur de 68 %. Les hydrocarbures représentant 89 % de la structure des exportations algériennes, la hausse des exportations en valeur résulte principalement de la remontée du cours des hydrocarbures (les prix du Sahara Bend ont augmenté de 69 % en 2021). En volume, les exportations sont en hausse de 12,7 %, dont une progression estimée de 10,6 % pour le secteur des hydrocarbures (accords OPEP+).

Dans le détail, les exportations d'hydrocarbures ont progressé aussi bien en valeur (+84 %) qu'en volume (+10,6 % - accords OPEP+). De même pour les exportations hors hydrocarbures qui progressent de manière significative en valeur (+145 %) et en volume (+45 %). Ces biens hors hydrocarbures ont bénéficié de la progression mondiale des prix des matières premières, qui a mécaniquement renchérit leurs coûts, notamment dans l'industrie chimique (+104 %).

Au niveau des importations, les prix à l'importation ont connu en 2021 une progression de 22,6 %, mais avec des volumes en baisse de 4,8 %. Ces résultats traduisent, d'une part, l'augmentation des prix mondiaux, et d'autre part, la poursuite d'une politique de réduction des importations mise en place pour réduire la « facture d'importations » mais aussi l'encouragement de la substitution de produits importés par des produits fabriqués en Algérie. Les plus importantes baisses à l'importation portent, en valeur, sur les achats de combustibles minéraux et lubrifiants (-69 %), les articles manufacturés (-22,5 %) et les produits chimiques (-11,8 %). La principale hausse concerne les importations de matières brutes non comestibles (44,3 %).

En résumé, les exportations totales algériennes se sont élevées en 2021 à 5350,8 Mds DZD (36,2 Mds EUR), pour des importations de 5091,6 Mds DZD (34,4 Mds EUR). La valeur des exportations augmentant davantage que celle des importations, le solde commercial s'améliore, passant d'un déficit de 1539,5 Mds DZD (104 MEUR) en 2020, à un léger excédent de 259,2 Mds DZD (18 MEUR) en 2021, le premier excédent après sept années de soldes déficitaires.

Augmentation des échanges commerciaux franco-algériens au premier trimestre 2022

Selon les données des Douanes françaises, les échanges commerciaux franco-algériens progressent de 17 %, à 2,1 Mds EUR au premier trimestre 2022 (T1 2022).

La hausse s'explique largement par l'augmentation, en valeur, des achats français d'Algérie, portant sur 1,3 Md EUR (+62% par rapport au T1 2021). Les importations françaises de biens algériens restent composées à 88 % d'hydrocarbures. La tendance résulte donc d'une hausse de 87 % (à 986 MEUR) des importations françaises d'hydrocarbures algériens, principalement portée par l'effet prix. Au T1 2022, les ventes en France de pétrole algérien

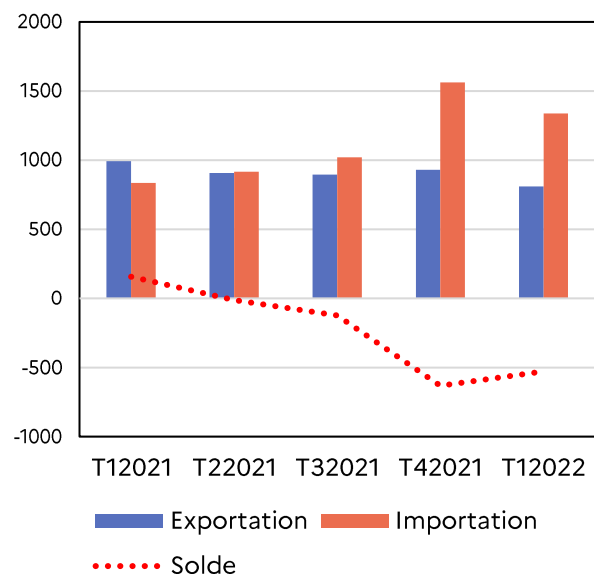
progressent ainsi de 46 %, s'élevant à 507 MEUR, et celles de gaz naturel augmentent de 168 %, à 482 MEUR. En revanche, les importations françaises de produits pétroliers raffinés algériens reculent de 21 % à 188 MEUR.

Les exportations françaises vers l'Algérie, pour leur part, reculent de 19 % par rapport au T1 2021, et atteignent 807 MEUR. Les principaux postes d'exportations françaises vers l'Algérie sont en recul, dans le contexte de baisse du volume global des importations algériennes. C'est en particulier le cas des produits agricoles (-58 % à 87 MEUR), équipements mécaniques (-26 % à 174 MEUR) et des matériels de transport (-9 % à 170 MEUR). En revanche, deux postes d'exportations se maintiennent ou progressent au T1 2022 : les ventes d'autres produits chimiques (+64 %, à 45 M EUR) et de matières plastiques (+29 % à 31 M EUR).

Ce déséquilibre des échanges au premier trimestre se traduit mécaniquement par une dégradation du solde commercial de la France avec l'Algérie, qui passe d'un excédent de 156 MEUR au T1 2021, à un déficit de 519 MEUR au T1 2022.

Commerce bilatéral France-Algérie, T1 2021-T1 2022 (M EUR)

Source : Douanes françaises



Hydrocarbures

OPEP : les cinq premiers mois de 2022 confirment le dynamisme du secteur, avec l'Europe comme 1^{er} débouché

Le dernier [rapport mensuel](#) du mois de juin de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) permet de mesurer les variations de **prix** et de la production de pétrole de l'Algérie pour les cinq premiers mois de 2022 (5M 2022). Alors que le baril moyen de l'OPEP (ORB) avait atteint une moyenne de 62,2 USD/b les cinq premiers mois de 2021 (5M 2021), le panier moyen de l'OPEP a progressé de 40,6 USD sur un an, atteignant 102,8 USD/b au 5M 2022. Le baril de pétrole algérien (*Sahara Blend*) a quant à lui progressé de 44,4 USD/b, en glissement annuel, passant d'une moyenne de 63,1 USD/b au 5M 2021 à 107,5USD/b au 5M 2022.

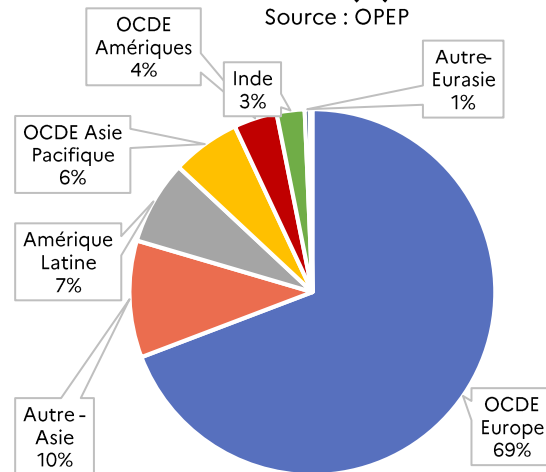
En matière de **production** pétrolière, les décisions d'ajustement progressif à la hausse décidée par l'OPEP+ (*réunissant les 13 membres de l'OPEP et 10 pays producteurs dont la Russie*) ont permis d'augmenter les volumes de production de l'Algérie de 13 %, soit une production additionnelle de 118 000 b/j entre les 5M 2021 et les 5M 2022.

Selon le [rapport statistique annuel](#) de l'OPEP, les **réserves** de pétrole de l'Algérie sont restées inchangées entre 2020 et 2021, à 12 000 Mb. Il en est de même pour les **capacités de raffinage** du pays, inchangées depuis 2020 et estimées à 677 000 b/j.

En matière de **répartition géographique des exportations** de pétrole algérien, l'Europe demeure le principal partenaire de l'Algérie. En 2021, l'Europe représentait 69 % du total des exportations de pétrole algérien, en progression de 8 % par rapport à 2020. Les plus fortes augmentations concernent l'Asie (hors Chine et Inde) et l'Amérique latine, avec des augmentations respectivement de 24 % et 74 % entre 2020 et 2021.

Part des zones destinataires des exportations de pétrole algérien en 2021 (%)

Source : OPEP



Enfin, en matière de **gaz**, le rapport de l'OPEP fait état d'une nette augmentation de la production algérienne, à 105 Mds m³ en 2021, soit une progression de 20 Mds m³ en un an. À ce titre, l'Algérie a été le troisième producteur de gaz de l'OPEP derrière l'Arabie saoudite et l'Iran. Ainsi, en 2021, la production algérienne a représenté 3 % de la production mondiale, tandis que ses exportations de gaz constituaient 4 % des exportations mondiales. Toutefois, le pays connaît une poursuite de sa consommation interne de gaz, en progression de 9,6 % entre 2020 et 2021 à 49,6 Mds m³ (soit 47 % de sa production).

Investissements

Recul des flux d'IDE à destination de l'Algérie en 2021

La Cnuced (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) a publié son [rapport annuel](#) qui recense les flux d'investissements directs étrangers (IDE) au niveau international pour l'année 2021.

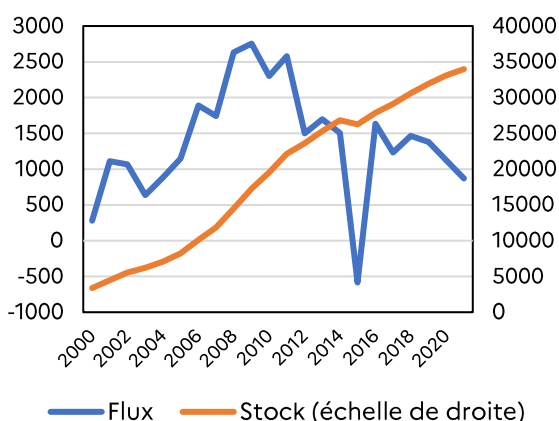
Ce rapport permet de rendre compte d'une tendance à la baisse pour la région Afrique du

Nord. Les flux y ont ainsi diminué de 5 %, à 9,3 Mds USD, contre 9,8 Mds USD en 2020, principalement en raison de la baisse des flux en Égypte. Suivant la même dynamique, les flux d'IDE à destination de l'Algérie ont chuté de 273 MUSD (-24 %) passant de 1,1 Md USD en 2020, à 870 MUSD en 2021. *A contrario*, les flux d'IDE au niveau mondial ont progressé à 1,6 trillion USD contre 963 Mds USD en 2020, en raison, selon la CNUCED, d'une reprise des fusions & acquisitions et des financements de projets d'infrastructures.

Depuis 2018, l'Algérie connaît un recul continu de ces flux d'IDE entrants. En outre, depuis un plafond à 2,7 Mds USD perçus en 2009, les flux ont été divisés par deux sur la période. En revanche, le stock demeure en progression sur les vingt dernières années, passant de 3,4 Mds USD en 2000 à 34 Mds USD en 2021.

Cependant, d'après la CnuCED, le projet d'investissement dans les phosphates, en partenariat avec la Chine (7 Mds USD), serait de nature à relancer les IDE à court-terme.

Evolution des flux et du stock d'IDE entrants en Algérie, 2000-2021 (M USD)
Source : CNUCED



² Mines et carrières, agriculture, aquaculture et pêche, industrie, industrie agroalimentaire, industrie pharmaceutique, pétrochimie, services et tourisme, énergies nouvelles et renouvelables, économie de la connaissance et des TIC.

Nouvelle loi sur l'investissement

Le 27 juin, l'Assemblée nationale populaire a adopté la nouvelle loi sur l'investissement. Le texte est désormais en cours d'examen au niveau du Conseil de la Nation. Sa promulgation nécessitera huit textes d'application, qui sont annoncés pour une publication prochaine. Cette nouvelle loi devrait notamment comprendre :

- la refonte du cadre institutionnel, avec la réorganisation des missions du Conseil National de l'Investissement (qui aura pour seule mission de proposer la stratégie de l'État en matière d'investissement, de veiller à sa cohérence globale et d'évaluer sa mise en œuvre) et la transformation de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) en Agence de promotion des investissements placée auprès du Premier ministre ;
- la création de guichets uniques (i) à compétence nationale pour les grands projets (ii) décentralisés pour l'investissement local ;
- la numérisation des procédures ;
- le renforcement du système judiciaire et de la protection l'investisseur de la bureaucratie, via la création d'une Haute commission nationale des recours liés à l'investissement placée auprès de la présidence et l'engagement du gouvernement que l'investissement réalisé ne peut faire l'objet de réquisition par voie administrative que dans les cas prévus par la loi, avec indemnisation « *juste et équitable* ».

Trois régimes incitatifs, prenant la forme d'exonérations de taxes et d'impôts, ont été définis pour flécher les investissements vers certains secteurs², zones³ ou pour ceux jugés comme ayant un impact structurant⁴.

³ Hauts Plateaux, du Sud et du Grand sud, dans des localités dont le développement nécessite un accompagnement particulier de l'État ou disposant de ressources naturelles à valoriser.

⁴ Investissements à « *haut potentiel de création de richesse et d'emploi, susceptibles d'augmenter l'attractivité du territoire [...]* ».

Agriculture

Campagne céréalière 2021/2022 : amélioration des récoltes algériennes

La campagne de production céréalière en Algérie est en cours et les pluies du printemps permettent de présager une amélioration par rapport à l'année précédente, qui avait été particulièrement affectée par la sécheresse. Il existe également une volonté des autorités d'augmenter le taux de collecte, qui serait cette année de 50 % de la production (la moitié de la production restant dans les exploitations, pour les semences et l'autoconsommation). Le relèvement du prix d'achat des céréales par l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) aux agriculteurs, passé de 4500 DZD / quintal à 6000 DZD pour le blé dur, de 4500 DZD à 5000 DZD pour le blé tendre, et de 1800 DZD à 3400 DZD pour l'orge et l'avoine, constitue également une incitation qui pourrait entraîner une augmentation du taux de collecte. A également été prévu un renforcement de la flotte de camions dédiée au transport des céréales, en particulier dans le Sud. Enfin, 610 silos et points de stockage sont mobilisés, avec une capacité de stockage de l'ordre de 44,5 millions de quintaux.

Le bilan de la récolte, qui pourrait se situer entre 2,2 et 3 millions de tonnes (Mt), dépendra donc de l'effet de ces facteurs. Pour rappel, l'Algérie avait atteint un record de 6 Mt durant la campagne 17/18, avant de voir sa production baisser à 3,9 Mt en 18/19 et se stabiliser ensuite au même niveau en 19/20 et chuter fortement, à 1,3 Mt durant la campagne 2020-2021.

Diversification des origines pour les importations de céréales

Avec près de 6,1 Mt, les résultats de la campagne d'importations de blé tendre 21/22 (de juin à fin mai) montrent une quasi stabilité, en volume global, par rapport aux années précédentes.

La France reste 1^{er} fournisseur de l'Algérie en blé tendre et a expédié 1,4 Mt sur cette campagne, contre 2,2 Mt sur la précédente (-36 %). L'Allemagne suit de près avec 1,390 Mt. On note un retour de l'Argentine et l'arrivée de nouveaux fournisseurs, avant le début du conflit russo-ukrainien : l'Ukraine pour 500 000 t, la Russie pour 400 000 t et la Roumanie pour 450 000 t. En tout, 12 pays ont fourni l'Algérie en blé tendre. Cette campagne se caractérise par :

- le recul de la part de l'origine française qui, avec près de 1,44 Mt, demeure néanmoins le 1^{er} fournisseur (24 % contre 23 % pour l'Allemagne) ;
- la montée en puissance des nouvelles origines de Mer Noire, avant le début du conflit, avec la Roumanie, la Russie et l'Ukraine qui totalisent près de 1,3 Mt ;
- le retour de l'Argentine avec 1 Mt ;
- un certain équilibre entre les régions Europe du Nord, Amérique du Sud, Mer Noire et France.

Pour les autres céréales, l'Algérie a importé 1,4 Mt de blé dur, 571 000 t d'orge et 2,6 Mt de maïs, ce qui porte le total des céréales déchargées durant la campagne 2021-2022 à 10,6 Mt, contre 13,1 Mt durant la campagne 2020-2021, la différence étant principalement expliquée par les importations de maïs, passées de 4,8 Mt à 2,6 Mt.

Parts de marché des pays exportateurs de blé tendre en Algérie, 2021/2022 (%)

Source : FranceAgriMer

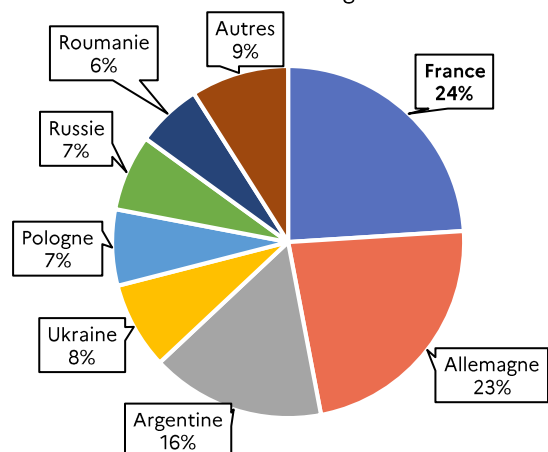


TABLEAU DE BORD – INDICATEURS CLEFS

Population (1^{er} juillet 2020, ONS)	44,2 millions d'habitants
PIB/habitant en USD PPA 2017 (prix constants 2021, FMI)	12 110 USD
Indice de développement humain (2020, PNUD)	0,748 (91 ^e /189)
Espérance de vie à la naissance (2020, ONS)	76,3 ans
Taux de chômage (2021, FMI)	13,4 %
Taux de change moyen EUR/DZD (11 juillet, Banque d'Algérie)	148,5
Taux de change moyen USD/DZD (11 juillet, Banque d'Algérie)	146,8
Prix du baril de pétrole brut (Sahara Blend – mai 2022, OPEP)	115,3 USD
Notation Coface (Risque Pays - février – 2022)	C

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES ANNUELS

		2019	2020	2021	2022 (e)	2023 (p)
PIB, croissance et inflation	PIB / habitant (Mds USD, prix courants FMI)	3 940	3 337	3 701	4 294	4 362
	Taux de croissance du PIB (% , prix constants)	0,8	-4,9	4	2,4	2,4
	Taux de croissance du PIB hors hydrocarbures (% , prix courants)	2	-3,9	2,6	3,6	2,5
	Taux d'inflation (moyenne annuelle)	2	2,4	7,2	8,7	8,2
Comptes publics	Solde budgétaire (% du PIB)	-9,6	-11,7	-3,8	-5	-5,6
	Dette publique (% du PIB)	46	51	63	57	62
	Dette extérieure brute (% du PIB)	2,2	2,4	2	1,9	1,8
Comptes Externes	Importations de biens et services (Mds \$)	54,3	42,9	44,3	53,5	54,1
	Exportations de biens et services (Mds \$)	38,6	24,9	41,8	60,5	54,4
	Balance commerciale (biens et services, Mds \$)	-15,7	-18	-2,5	7	0,3
	Balance courante (Mds \$)	-17	-18,7	-4,6	5,5	-0,4

Source : FMI

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international